

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N°4601 - Vendredi 05 Avril 2024 - Prix : 200 Fc

PRODUITS AGRICOLES

Comment juguler la hausse des prix à terme



Réunion sur la hausse des produits agricoles.

CLASSEMENT FIFA

Les Comores à la 117e place

LIRE PAGE 5

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

Rectificatif

Le projet Vaccin P.175840 a l'honneur de porter rectificatif sur l'Avis d'appel d'offre national Référence N° DAO/2021/001/AON, au lieu du 11 avril 2024, les offres devront être remises au plus tard le jeudi 14 avril 2024 à 13h30 » et ce, en raison des fêtes de l'aide El-fitr 2024.

Projet Vaccin service communication

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La RSE, trait d'union entre développement durable et entreprises

Etant bien communiqué et vulgarisé, le développement durable est un enjeu majeur pour la croissance économique de notre pays. Depuis quelques décennies, nos stratégies nationales l'intègrent systématiquement. Pour réussir notre développement durable, les entreprises, publiques et privées, doivent prendre leurs responsabilités.

La RSE (Responsabilité sociale et environnementale) ou Responsabilité Sociétale des Entreprises est définie comme la responsabilité des entreprises vis-à-vis des effets qu'elles exercent sur la société. Selon Said Abdallah Nassim, spécialiste en développement durable, la RSE renvoie d'abord à l'idée selon laquelle l'entreprise est incitée, et non obligée, d'aller au-delà de la recherche du profit. Au sens large, la RSE est la déclinaison pour les entreprises du développement durable. Elles doivent donc intégrer dans leurs prises de décision, des considérations d'ordre éthique, social et environnemental.

Bien qu'il affirme qu'aucune mesure spécifique n'est prise pour inciter les entreprises à la pratique de la RSE aux Comores, notre interlocuteur souligne quelques avancées de ces dernières années dans certaines entreprises comme Telma, Cementis, Salsabil, Comores Telecom ou BIC-Comores, pour ne citer qu'elles-là. Ces dernières ont intégré des actions de RSE dans le pilotage de leurs activités, voire même un responsable RSE dans leur

équipe. Notre source a fait savoir qu'aucun pays n'a réussi à se développer sans un secteur privé performant et compétitif, et « justement la RSE est un véritable levier de performance économique pour l'entreprise, il permet une forte mobilisation des employés, une réduction des coûts de productions, un renforcement de l'attractivité et donc une amélioration de la compétitivité et des profits ».

« A l'heure où notre pays est touché par des maux sociaux tel que la corruption, les harcèlements au travail envers les femmes, les recrutements non à base de compétences mais de relation humaines notamment avec des responsables hauts placés, à la discrimination des handicapés, des jeunes diplômés sans expérience... , la démarche RSE pourrait donc contribuer à identifier, prévenir et résoudre ces problèmes sociaux », souligne-t-il.

Quel impact a l'entreprise sur l'environnement ? En partant du principe que la première vocation d'une entreprise n'est pas de sauver la planète ou de protéger l'environnement, notre expert affirme que « sans ce dernier la vie des entreprises seraient inenvisageable », vu leur forte dépendance aux ressources naturelles (ressources minières et alimentaires, forêt, biodiversité marine...). « Il faut savoir que l'économie comorienne repose essentiellement sur les écosystèmes. On dépend directement des biens et services qu'ils nous rendent afin de pouvoir manger, construire, se divertir, travailler. Protéger et utili-

ser durablement nos ressources naturels reste donc plus que préoccupant. En effet tout comme l'homme, les entreprises ont un fort impact sur l'environnement, alors qu'une fois ce dernier sera considérablement dégradé, aucune création de richesse, aucun développement socio-économique, serait concevable », explique notre interlocuteur.

En effet la RSE nous serait de plus en plus indispensable pour que le pays soit attractif et compétitif dans les marchés internationaux, à l'exemple de l'OMC dont notre adhésion vient d'être effective. Cette dernière a également pour mission de promouvoir le développement durable via son comité commerce et environnement et dispose pour cela d'un arsenal de règles. Cette idée d'attractivité internationale est reprise dans le livre blanc du climat des affaires aux Comores (ANPI- avril 2023) : «... Pour attirer des investisseurs, les Comores, à l'instar des pays concurrents, doivent donc être en mesure de rassurer les entreprises en matière de mise en œuvre effective des politiques RSE ».

Face à cela, ce spécialiste réaffirme l'importance et la nécessité de mobiliser et sensibiliser les entreprises à comprendre ladite démarche. « Cette sensibilisation peut passer par plusieurs formes allant d'un guide d'orientation, un forum sur la RSE, des échanges de bonne pratique, voir développer un cadre juridique. Pour mener ces activités, Il serait intéressant de s'appuyer sur les institutions publiques et organismes internationaux œuvrant dans le



domaine économique ou environnemental. Car même si la notion en elle-même n'est pas promue, mais l'ensemble de ces acteurs mènent des actions d'une très grande importance en relation avec la RSE », détaille-t-il citant en amont le travail des Ministères de l'emploi et de l'environnement à travers des organismes comme CTC, Modec et OIT, pour la promotion du travail décent ; l'AFD, PNUD, ANGDC en ce qui concerne la protection de l'environnement et la gestion des déchets ; et l'UCCIA et l'ANPI dans l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

Pour réussir la démarche RSE, « il faudra d'abord identifier les risques et les parties prenantes. Ensuite étudier les opportunités, les bonnes pratiques en termes de durabilité et enfin définir un plan d'action adapté au contexte comorien »,

explique-t-il. En effet ce travail d'analyse peut être effectué par l'entreprise elle-même, ce qui a certes l'avantage d'éviter des coûts, ou faire un appel à une organisation extérieure. Cette deuxième solution permet d'avoir une vision experte et extérieure sur l'entreprise, et un plan d'action beaucoup plus approfondi. Affirmant que ce travail est à la portée de BECIP2D (Bureau d'études et Conseil en Ingénierie de Projets de Développement durable), une startup qui ambitionne de faire connaître les enjeux liés à la démarche de la RSE. Actuellement la startup envisage de mener une campagne d'enquête afin de saisir la situation et les enjeux concernant la responsabilité des entreprises comoriennes.

A.O.

TROIS QUESTIONS À AMINA. A. NASSUF DE SHONAA CRÉATION

" J'ai toujours été attirée par la mode et la couture "



Rencontrée à la Foire artisanale organisée à Moroni par la chambre de commerce de Ngazidja, Amina. A. Nassuf nous parle de la création de son entreprise. « Shona », qui veut dire couture en langue nationale, a pour but de mettre en valeur les

tissus comoriens et africains en faisant des accessoires plus ciblés dans la maroquinerie. Elle a accepté de répondre aux questions de La Gazette des Comores.

Question : Que signifie Shona ?

Amina. A. Nassuf : La marque Shona, me définit mais aussi « Shona », veut dire la couture en langue comorienne. Mon entreprise a pour but de mettre en valeur les tissus comoriens et africains en faisant des accessoires plus ciblés dans la maroquinerie, c'est-à-dire dans la confection des sacs, des pochettes, des étuis à lunettes, des kimonos, etc. Cela fait deux ans que je me suis lancée, mes produits on les retrouve dans les réseaux sociaux, notamment sur instagram. Ce qu'il faut savoir, j'ai toujours été attirée par la mode et la couture, j'étais vite inspirée à créer des accessoires. J'ai fait des études d'assistante de direction, mais je m'épanouis à l'aide de mon entreprise.

Question : Comment se passe la vente ?

Amina. A. Nassuf : d'une manière générale, mes ventes se font sur commande. D'ailleurs c'est ma deuxième participation. J'ai participé au marché de l'Aïd organisé

par l'Alliance Française. On ne me voit pas assez, mais ces foires sont une occasion de me faire connaître, faire connaître mes produits et mon savoir-faire. Les choses évoluent petit à petit. J'adore ce que fais. Pour les tissus, je me procure soit aux Comores ou à l'étranger notamment à Dakar. Je fais tout par moi-même, de la découpe jusqu'à la finition. Et comme tout travail, il faut prendre en compte les aléas du pays. Je peux faire un accessoire en une journée ou plus cela dépend du travail.

Question : Quelles sont vos perspectives ?

Amina. A. Nassuf : L'idéal est de faire connaître nos tissus « made in Comores », faire promouvoir nos produits. Sensibiliser les consommateurs que l'on peut acheter au pays.

Propos recueillis par Andjouza Abouheir

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Saïd Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufè Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riward
 A Bardraoui
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Saïd Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

PRODUITS AGRICOLES

Comment juguler la hausse des prix à terme

Une réunion, sur initiative du ministre Houmed Msaidi, regroupant différents responsables de services et organisations, s'est tenue hier matin dans la salle au ministère de l'Agriculture. On a noté la présence du secrétaire général adjoint du gouvernement, du président de l'Union des chambres de commerce et celui des chambres d'agriculture, d'une responsable de la douane ainsi que des directeurs de l'Inrape et de l'agriculture et du cabinet du ministre. La réunion a porté sur la hausse vertigineuse des prix et les moyens d'endiguer ce phénomène à moyen terme.

Dans son intervention, le ministre a montré les gros efforts fournis par le gouvernement pour promouvoir le secteur agricole à travers des grands projets. Il a noté que la production agricole soutenu par les autorités s'est accrue, cependant nos produits locaux sont toujours aussi chers que les produits agricoles importés. Il estime qu'il y a

lieu d'examiner les tenants et les aboutissants d'une telle situation.

Pour le secrétaire général adjoint du gouvernement, l'harmonisation dans la fixation des prix est un impératif et il a proposé la mise en place d'une commission avec toutes les composantes en relation avec la filière agricole pour aller vers une réglementation adaptée au secteur. La

commission aura pour mission d'apporter des propositions concrètes aux acteurs. Le président de l'UCCIA, tout en saluant les efforts fournis par le gouvernement, estime qu'il manque une certaine visibilité et de s'interroger un peu sur l'efficacité des moyens fournis et des résultats. Il pense que des études doivent être menées sur la production locale et combler le gap par des achats groupés à l'instar de ce qui se fait à Maurice.

Pour le directeur des Stratégies agricoles, il faudrait généraliser la vente au moyen de la pesée ce qui permettrait un contrôle et mettre en place des marchés de gros. Le président de l'Union des chambres d'agriculture après avoir fait un rappel his-

torique de l'appui du gouvernement aux agriculteurs, estime qu'il faudrait plus de contrôle sur les bénéficiaires des appuis et éviter de tomber dans l'assistanat. Pour le directeur de l'Inrape, la promotion des foires agricoles est un moyen d'éviter la multiplication des intermédiaires. A ceux qui estiment que nous devons nous plier à la loi de l'offre et de la demande, il a rappelé que l'introduction de produits frais répond à un certain nombre de normes pour éviter l'introduction de nuisibles chez nous. Aussi, le contrôle sanitaire doit être un impératif et la collaboration de tous les services doit être un prérequis.

Le ministre a clôturé la réunion en synthétisant les éléments ressortis au

cours de la rencontre à savoir : la mise en place d'une commission regroupant les différents services et partenaires concernés, pour que dans un délai d'une semaine, elle puisse faire des propositions en la matière sur comment connaître nos besoins et anticiper les achats groupés, impulser les foires agricoles pour pouvoir faire un suivi des bénéficiaires des aides agricoles ainsi que les marchés de gros, introduction de la pesée dans les transactions, etc. Le SGGA a été chargé de monter la commission suivant le délai proposé.

Mmagaza

SANTÉ PUBLIQUE

Les districts de Mohéli équipés en matériels médicaux

Le Ministère de la santé à travers le projet COMPASS a remis, ce jeudi 4 avril, des équipements et matériels médicaux destinés aux structures de soins de santé primaires, ainsi que des matériels de stimulation de la petite enfance. Mme la Ministre Loub Yakout Attoumane assurant l'intérim à Mohéli accompagnée du secrétaire général du Ministère de la santé et du coordonnateur national du projet COMPASS pour la remise de ce matériel de grande importance pour la santé de la population. Mme Yakout en a profité pour parler du choléra.

Dans une cérémonie organisée à la Direction régionale de la santé et qui avait réuni les autorités politiques et sanitaires de Mohéli, la Ministre de la santé Loub Yakout Attoumane accompa-

gnée du secrétaire général de la santé et du coordonnateur national du projet COMPASS, financé par la Banque mondiale, vient de remettre aux différents districts de santé de Mohéli du matériel et équipements médicaux. Il s'agit de tables d'examen, tables d'accouchement, lits d'hospitalisation, civières, oxymètres de pouls pour la néonatalogie, la pédiatrie et les adultes, doppler fœtaux, pousse-seringues, tensiomètres, stéthoscopes, concentrateurs d'oxygène, bistouris électriques, dispositifs chauffants pour bébé, potences, escabeaux, chariots d'urgence, chariots à pansement, aspirateurs chirurgicaux, ainsi que des kits de boîtes d'accouchement, de suture et de pansement et autres. Une ambulance pour le poste de santé de Ndrondroni fait également partie de ces équipements à remettre.

« Présidant personnellement cette cérémonie officielle, j'ai sou-



hait souligner l'importance que Son Excellence le Chef de l'État, Al Imam Azali Assoumani, et son Gouvernement accordent à toute initiative visant la promotion de la santé et à l'amélioration des conditions de travail du personnel de

santé » a souligné la Ministre de la santé. À travers ces équipements fournis par le projet COMPASS et financé par la Banque Mondiale, la Ministre estime que le pays franchit une étape supplémentaire vers l'objectif de la couverture sanitaire uni-

verselle.

Le coordonnateur national du projet COMPASS Ahmed Abdallah rassure lors de son discours que l'acquisition de ces équipements permettra aux professionnels de santé des 17 centres de santé de district (CSD) et des 36 Postes de Santé (PS) d'assurer des soins complets, efficaces et de qualité. Des matériels de stimulation de la petite enfance destinés à soutenir les activités des espaces de bien-être dont l'aménagement physique, selon le coordonnateur, sont en cours ont été également remis. La Ministre de la santé en a profité pour appeler les responsables de la santé à renforcer la sensibilisation, à se tenir main dans la main tout comme lors de la COVID-19 pour endiguer l'épidémie de choléra dans le pays.

Riwad

SANTÉ PUBLIQUE :

Le ministère de la santé remet des équipements à la santé militaire

Le projet Compass à travers le ministère de la santé en collaboration avec la direction régionale de la santé de Ngazidja a octroyé un lot d'équipements médicaux au service de santé militaire. Ces matériels vont contribuer à améliorer les soins.

Le projet Compass à travers le ministère de la santé en collaboration avec la direction régionale de la santé de Ngazidja, a remis ce jeudi 04 avril un lot d'équipements médicaux au service de santé militaire. Il s'agit entre autre de lits d'hospitalisation, pousse-seringues, stéthoscopes, tensiomètres, extracteurs d'oxygène, etc. Ces équipements vont contribuer à soigner les patients. Présent, le directeur général de la santé, Dr Saindou

Ben Ali Mbae montre que ces matériels vont permettre d'accompagner davantage le service de santé militaire. « Ce service est bien organisé et a plusieurs spécialités. Il accueille

plus de 60% des patients civils. Nous sommes ici pour réaffirmer notre engagement à accompagner davantage les efforts déployés par le directeur de cette structure. Nous



sommes disposés à travailler avec eux. Je suis confiant que ces matériels seront utilisés à bon escient », souligne-t-il.

De son côté, le directeur du service santé militaire le colonel Naoufal Boina a salué cette belle initiative. « Nous saluons cet appui du ministère de la santé et nous allons utiliser ces équipements à bon escient. Dans notre service, nous assurons un très bon accueil à nos patients. Nous assurons une bonne hygiène pour des soins efficaces. Nous faisons des efforts dans les différentes spécialités dont nous disposons, depuis plus de 10 ans. Notre objectif est de répondre aux besoins du ministère de la santé en faisant tout pour offrir des soins équitables à la population », précise-t-il.

Le médecin capitaine, hépato-

gastroentérologue Dr Mbechezi Mohamed explique à son tour qu'il s'agit d'abord d'une visite de courtoisie et d'une remise de matériel. Cette action s'inscrit dans la volonté du ministère de la santé de contribuer au bien-être de la population d'une manière générale. « La vision du secteur de la santé s'inscrit dans l'objectif du développement durable. Le but est que notre pays dispose d'un système de santé performant permettant à la population d'avoir des soins de qualité et à moindre coût. Je saisis cette opportunité pour exprimer notre gratitude à l'endroit du ministère de la santé pour les efforts consentis » conclut-il. Notons que d'autres remises se feront dans d'autres structures de santé.

Andjouza Abouheir

CONCOURS DE MÉMORISATION DU CORAN

Mbéni organise la 2ème Édition avec 10 catégories

Hier jeudi débutait le concours de mémorisation du Coran, intitulé Mousabaka Al Quran Karim, co-organisé par la Fondation pour la Mémorisation du Coran, en partenariat avec la Fondation Al-wafa et la ville de Mbéni. Cette 2ème édition se déroulera sur trois jours.

Plus de 200 élèves se sont inscrits au deuxième concours de mémorisation du Saint Coran à Mbéni, chef lieu de la région de Hamahamet Mboikou au sud de Ngazidja. Il s'agit de la deuxième édition organisée par la Fondation pour la mémorisation du Saint Coran, la Fondation Alwafa ainsi que la ville de Mbéni. Lors de la cérémonie d'ouverture jeudi matin, le président de la Fondation, Cadi Abdoubacar Mohamed Razia montre l'importance cruciale de la mémorisation du Coran, non seulement pour les bénéfices terrestres, mais aussi pour les récompenses dans l'au-delà. Ce chef religieux de la région profite de l'occasion pour exhorter les parents d'encourager leurs enfants à mémoriser le Coran, avant d'appeler les autorités du pays à apporter



leur contribution pour que les récompenses des lauréats soient à la hauteur de leur mérite.

Pour cette deuxième édition, le

président du jury Dr Faysoili Bacar explique quant à lui le déroulement du concours, notant qu'il y avait cette année près de neuf groupes,

plus un pour les aînés, contre cinq l'année précédente. « Cette édition promet d'être encore plus intense et compétitive », avance-t-il. Et au

nom de la ville de Mbéni, l'ancien Cadi Cheikh Ismaël Said Hamadi, notable de la ville a exprimé sa gratitude envers les organisateurs avant de les encourager à poursuivre leur noble mission afin que chacun puisse bénéficier de cet événement annuel, que « ce soit les enfants, les parents, la ville ou le pays tout entier », souhaite-t-il.

La Fondation pour la Mémorisation du Coran, créée en 2022, s'engage à promouvoir la récitation et la mémorisation du Coran dans tout le pays, en particulier à Mbéni. La précédente édition a nécessité un budget total de 4 millions KMF, et cette année, selon le secrétaire de la fondation, Mohamed Youssouf Ali Oizir, un montant d'au moins 6 millions est requis pour assurer le succès et la pérennité de l'événement. C'est ainsi que « nous appelons la contribution de tout le monde sans exception, même le corps diplomatique », plaide-t-il avec insistance. La cérémonie de remise des cadeaux est prévue le dimanche 21 avril prochain

Ibnou M. Abdou



Ministère de l'agriculture,
de la Pêche et de l'Environnement,
du Tourisme et de l'Artisanat



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS
ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (P164584), CRÉDIT IDA 6423 KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET
Réf. n° 2024/001/ MAPETA/PIDC/AMI/EVP



SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR L'ÉVALUATION FINALE DU PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (PIDC)

1. Les composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à US\$ 25 millions, sont les suivantes :

Renforcement de la compétitivité des chaînes de valeur cibles et du secteur privé

Appui direct aux entreprises
Gestion de projet, Suivi/Évaluation, et Renforcement des Capacités.

Dans le cadre de la mission, le PIDC lance un Avis à Manifestation d'Intérêt, pour recruter un cabinet pour l'évaluation finale du projet Intégré de développement des chaînes de valeurs et de la compétitivité (PIDC), dont les responsabilités, tâches ainsi que le profil, sont définis dans les présents termes de références.

2. Objectif global du Consultant

L'évaluation finale a pour objectif général de fournir au Gouvernement Comorien, aux partenaires de mise œuvre et aux populations bénéficiaires du « Projet Intégré de Développement des chaînes de valeur et de la Compétitivité (PIDC) » des informations

sur les réalisations du projet, de l'état d'avancement des activités à date permettant de tirer des enseignements, de capitaliser sur les bonnes pratiques, et formuler des recommandations pour un réajustement en vue de la consolidation et de la pérennisation des acquis du projet.

De façon spécifique, la mission d'évaluation finale doit permettre de :

- Évaluer la durabilité et les contributions des résultats du Projet PIDC à l'amélioration des conditions de vie des populations de l'Union des Comores et in extenso du développement de Comores ;

- Analyser qualitativement et quantitativement l'ensemble des progrès réalisés par rapport aux résultats attendus inscrits dans le cadre des résultats du projet ;

- Mesurer les résultats des d'appui institutionnels à l'endroit des institutions et structures décentralisées cibles du projet ;

- Procéder à une analyse critique des indicateurs et cibles du cadre de résultats du projet,

- Évaluer la mesure dans laquelle

les cibles sont « SMART » (spécifiques, mesurables, réalisables, pertinentes et limitées dans le temps), et proposer des modifications/révisions spécifiques aux cibles et indicateurs pour un projet similaire dans le futur ;

- Évaluer la qualité, la cohérence, l'efficacité et l'efficience des stratégies de partenariat développées pour l'atteinte des objectifs, des cibles

3. Profil et expériences acquises

Les consultants intéressés peuvent soumettre leurs dossiers de manifestations d'intérêt au bureau du PIDC au Ministère en charge de l'Agriculture par email ou physique à travers l'adresse suivante : projetpidc@gmail.com

- Les dossiers juridiques et administratifs prouvant l'existence légale du Cabinet ;

- Une note technique comprenant entre autres, les expériences du cabinet ; les nombres de missions similaires réalisés ; les missions réalisées dans des conditions semblables,

4. Le consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies

dans le **Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'investissement (version juillet 2016 ; Révisée en 2017, en 2018 et 2023)**. La méthode de sélection est « la sélection fondée sur la qualification du Consultant (SQC) ».

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêt doivent être rédigées en français et être déposées par email à l'adresse mentionnée ci-dessous **au plus tard, le 18 avril 2024 à 15 h 00 (heure locale en Union des Comores)**.

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PIDC « Manifestation d'intérêt Réf. n° 2024/001/MAPETA/PIDC/AMI/EVP, au secrétaire du PIDC. MAPETA, Mdé Ex-CFADER. Email projetpidc@gmail.com

Lancé, le 05 avril 2024

CLASSEMENT FIFA

Les Comores à la 117e place

Les mois se suivent et se rassemblent pour les Cœlacanthes des Comores. Pour le deuxième mois d'affilé, les Comores gagnent des places au classement FIFA sur les meilleures sélections de football dans le monde. La fenêtre FIFA du mois de mars y serait pour quelque chose.

Et de quatre places de gagnées. C'est une nouvelle qui doit forcément réjouir les fanatiques de l'équipe nationale de football, les Cœlacanthes. Hier, 04 avril, la FIFA a sorti le nouveau classement des meilleures nations de football au monde. Sans surprise,

c'est l'Argentine champion du monde en titre qui caracole en tête du classement avec 1858 points suivie de près par la France.

En Afrique, bien qu'en léger recul, c'est le Maroc qui domine le classement avec sa 13e place au classement mondial. Les Comores

pour la première fois de leur histoire se retrouvent 117e et gagne 4 places par rapport au dernier classement. « Par rapport au dernier classement, les Comores réalisent une progression notable, passant de la 121ème à la 117ème place. Une remontée qu'ils doivent à leur récent lourd succès face à l'Ouganda (4-0), quelques jours seulement après avoir tenu tête aux Palancas Negras de l'Angola (0-0), quarts de finaliste de la dernière CAN. A noter qu'il s'agit du meilleur classement de leur histoire », nous rapporte le site AFRIK FOOT.

Par la voix de son président, la FFC se réjouit mais reste prudent. « C'est un classement qui nous satisfait pleinement, car c'est le résultat

de beaucoup de sacrifices consentis. En même temps, il ne faut pas oublier notre objectif qui est la qualification à la prochaine coupe d'Afrique des Nations au Maroc », nous a confié le patron du football comorien, Saïd Ali Saïd Athoumane.

La large victoire contre l'Ouganda (4-0), 92e au classement a certainement pesé sur cette nouvelle percée des Verts au niveau du classement FIFA. Ce qui est sur, ce nouveau classement est de bon augure dans la perspective des deux matchs qualificatifs pour la coupe du monde, qui vont se jouer au mois de juin contre Madagascar et le Tchad.

Imtiyaz



25 Ramadan 1445

Prières aux heures officielles
Du 1er au 05 Avril 2024

Lever du soleil:

06h 11mn

Coucher du soleil:

18h 11mn

Fadjr : 04h 58mn

Dhouhr : 12h 14mn

Ansr : 15h 26mn

Maghrib: 18h 14mn

Incha: 19h 28mn



PROJET AFIDEV

AVIS DE MARCHÉ

NATURE DU MARCHÉ : marché public de fournitures.
POUVOIR ADJUDICATEUR : EXPERTISE FRANCE S.A.S.

REFERENCE DU MARCHÉ SUR PLACE (Plateforme des Achats de l'Etat Français) : 24-MAPA-F008

OBJET DU MARCHÉ : - Fourniture et livraison des matériels de préparation et de stockage pour les préparateurs de vanille en Union des Comores

LIEU D'EXECUTION : Union des Comores

FINANCEMENT : Groupe AFD

CONDITIONS DE PARTICIPATION :

- Toute société (y inclus auto-entrepreneur) ou groupement de sociétés non exclus des financements du Groupe AFD et répondant aux critères d'éligibilité décrits dans le règlement du marché (existence légale, régularité vis-à-vis des lois sociales et de la réglementation fiscale du pays de résidence du soumissionnaire ou des soumissionnaires dans le cas d'un groupement).

- L'autorité contractante impose aux candidats les niveaux minimaux de capacité suivants :

CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE : un chiffre d'affaires annuel moyen d'au moins 200 000 € hors TVA sur les deux dernières années.

CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES

L'analyse de la recevabilité des candidatures s'effectue sur la base des critères de recevabilité suivants :

- Enregistrement du candidat au registre du commerce
- Satisfaction aux obligations sociales du candidat
- Satisfaction aux obligations fiscales du candidat
- Le candidat ne doit pas se trouver dans une situation mentionnée des articles L. 2141-1 à L. 2141-6 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande

publique et ne figurent pas sur une liste d'exclusion officielle que leur situation soit révélée par leurs propres déclarations ou par la mise en œuvre des mesures de vigilance par l'autorité contractante

- Le candidat ou son représentant ne doit pas se trouver dans une situation de conflit d'intérêt vis-à-vis de l'autorité adjudicatrice et/ou des bénéficiaires du contrat d'achat

- Les candidatures qui ne justifient pas et/ou qui ne disposent manifestement pas des capacités financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées

CRITERES D'ATTRIBUTION :

Sélection fondée sur le moindre coût : le marché sera attribué à l'offre globalement, techniquement, substantiellement, conforme la moins chère.

PROCEDURE

Procédure adaptée ouverte.

CONDITION D'ACQUISITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est gratuit. Il sera retiré sur PLACE (Plateforme des Achats de l'Etat Français) en cliquant sur le lien suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2511751&orgAcronyme=s2d>

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toute demande d'informations complémentaires sur des points techniques ou administratifs du dossier devra être effectuée sur PLACE au plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

La date limite de soumission est fixée au 18/04/2024 à 13H (Heure de Paris).

PROCEDURES DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr

Des renseignements sur l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du Greffe du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr



Association Professionnelle des Banques
Et Etablissements Financiers des Comores

Immeuble Ridjal Moroni Dar-Sanda
Tél: (+269) 773 18 07
Email : apbef0@gmail.com

APPEL A CANDIDATURE

Avis de recrutement pour le poste de : Directeur Général d'une Institution Financière de Garantie en Union des Comores

Les acteurs du secteur financier comorien, dans le cadre d'un partenariat entre l'Agence Française de Développement (AFD), l'Etat, la Banque Centrale (BCC) et le secteur privé, met en place un nouveau dispositif de garantie en Union des Comores dont l'objectif est de favoriser l'accès des entreprises au crédit dans tous les secteurs d'activités soutenus par les politiques publiques.

Le dispositif retenu est une **Institution Financière de Garantie (IFG)** soumise à l'agrément de la BCC qui assurera la gestion d'un fonds de garantie ciblant d'une part les entreprises formelles et informelles des secteurs prioritaires du Plan Comores Emergent 2030 et d'autre part l'ensemble des entreprises formelles inscrites au Registre du Commerce et disposant d'états financiers.

Le Conseil d'administration de cette IFG en formation, au capital de 300.000.000 KMF – ci-après la Banque - recherche son (sa) Directeur (trice) Général(e) et a chargé l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers (APBEF) de procéder à ce recrutement.

Description du poste :

Le (la) Directeur(trice) Général(e) aura pour mandat d'assurer la direction et la gestion de la Banque par la mise en œuvre des orientations stratégiques du Conseil d'Administration représentant les actionnaires, tout en se conformant aux termes de son contrat.

Le (la) DG s'acquittera de la totalité de ses fonctions conformément aux normes de la profession bancaire et aux règlements internes de l'établissement dont notamment :

- o Définir et mettre en œuvre avec succès la stratégie de développement rentable de la Banque en accord avec les orientations du Conseil d'Administration ;
- o Piloter l'élaboration des plans d'actions ainsi que les budgets d'exploitation et d'investissement, reflétant les objectifs et les priorités établis par le Conseil d'administration ;
- o S'assurer que les objectifs d'exploitation et les normes de performance sont maîtrisés par l'ensemble des collaborateurs ;
- o Veiller à la gestion optimale de la trésorerie de la Banque ;
- o Suivre de près les résultats opérationnels et financiers par rapport aux plans et aux budgets et prendre des mesures correctives adéquates après en avoir informé le Conseil d'administration ;
- o Veiller à la gestion efficace du portefeuille d'engagements ;
- o Veiller au maintien et à l'amélioration continue de la qualité de service ;
- o Participer à la définition des politiques, standards, procédures de la banque afin d'assurer l'efficacité opérationnelle tout en maintenant un niveau de contrôle suffisant ;
- o Assurer le respect des règles de conformité, les obligations légales et réglementaires, nationales et internationales, les règles structurelles et prudentielles imposées à la profession bancaire, les normes de bonne gouvernance **et particulièrement dans les domaines de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) et de la Lutte Anti-blanchiment et Financement du Terrorisme (LAB)** ;
- o Participer au recrutement du personnel de la Banque notamment pour les postes clés et à responsabilité, construire et maintenir une équipe de direction efficace ;
- o Assurer la mise en œuvre de solutions technologiques qui permettront à la Banque d'offrir les services de qualité, dans un cadre sécurisé, conformes aux standards usuels ;
- o Définir et mettre en œuvre la stratégie de communication institutionnelle et financière ;
- o Maintenir un dialogue continu avec le Conseil d'administration et assumer l'entière responsabilité pour toutes les opérations de la Banque ainsi que ses performances ;

o Représenter la Banque auprès des clients stratégiques, les organismes de tutelle et des associations professionnelles ;

Profil recherché et expériences :

- o Être Titulaire d'un BAC+5 en finance, banque, économie, gestion, comptabilité ;
- o Avoir une expérience professionnelle de 15 ans dans le secteur bancaire ou des services financiers dont au moins trois (03) années d'expérience au poste de Directeur Général ou cinq (05) années dans un poste de Directeur Général Adjoint ou sept (07) ans dans un poste de Haut Cadre de Banque ;
- o Justifier d'une bonne expérience dans le leadership et la gestion d'équipes ;
- o Connaître l'environnement, le marché comorien ;
- o Savoir piloter et mener à bien les projets de la banque (conduite du changement) ;
- o Être expert dans les techniques de gestion des risques ;
- o Maîtriser la réglementation bancaire, comptable et prudentielle, du droit et de la fiscalité, ainsi que les obligations de conformité ;

Savoir-être & Aptitudes professionnelles

- o Organisation, rigueur, esprit d'analyse et de synthèse ;
- o Bonne communication écrite et orale, très bon relationnel dont la capacité à prendre la parole en public et à représenter la banque ;
- o Sens des priorités et des responsabilités ;
- o Être force de proposition et avoir la capacité de prendre des décisions ;
- o Capacité à travailler sous pression et dans les délais ;
- o Grand sens de la confidentialité, intégrité, honnêteté et loyauté ;
- o Sens de l'intérêt général ;
- o La pratique courante du comorien et du français est obligatoire, celle de l'anglais un plus ;

Rattachement hiérarchique

- o Conseil d'Administration et son Président

Procédure de soumission et date de clôture des candidatures

Les candidats(tes) souhaitant faire acte de candidature, adresseront par email à l'adresse « apbef0@gmail.com » les pièces suivantes en précisant l'objet « **RECRUTEMENT DG IFG COMORES** » :

- o Une lettre de motivation adressée au Président du Conseil d'Administration de l'IFG
- o Curriculum Vitae signé avec mention des références
- o Pièce d'identité en cours de validité
- o Copie des diplômes

Les documents originaux d'identité et de diplômes devront être présentés au jury en cas de convocation pour un entretien après première sélection)

Les termes de références du poste à pourvoir seront partagées à la demande des candidats à travers l'adresse mail ci-dessus indiquée. Les candidatures des comoriens issus de la diaspora sont vivement encouragées.

o La date de clôture des candidatures est fixée le 25 avril 2024 à 23h59

COUPES INTERCLUBS DE LA CAF

Deux arbitres comoriens au Ghana

Les quarts de finale retour des Coupes africaines (ligue des champions, coupe de la CAF) débutent ce jour et des arbitres comoriens seront à l'honneur au Ghana. Sur les huit arbitres internationaux, deux sont sélectionnés pour officier lors du quart de finale retour entre les Dreams FC et le Stade Malien.



Les compétitions interclubs de la Confédération Africaine de Football (Ligue des Champions, Coupe de la CAF) sont dans leur phase des quarts de finale. Après les matchs aller la semaine dernière, à partir de ce 5 avril débutent donc les matches retour. Seize (16) clubs sont concernés pour l'ensemble des deux compétitions. Et en tout, ce ne sont pas moins de 80 officiels (arbitres) qui sont engagés pour ces matches retour qui promettent des belles affiches, notamment le match qui va opposer les Sundowns aux Young Africans à Pretoria.

La Coupe de Confédération elle aussi promet des étincelles, surtout que le club algérien de l'USM Alger

tenant du titre doit remonter un but à domicile contre les redoutables nigériens de Rivers United. A l'ouest du continent, le match qui nous intéresse et celui qui va opposer au Stade Baba Yara à Kumasi, le régional de l'étape, Dreams FC au Stade Malien. Au match aller à Bamako, les visiteurs étaient venus à bout des maliens (2-1) grâce à deux réalisations de J. Antwi. Ce retour donc promet beaucoup d'engagement de la part des maliens qui voudront sauver l'honneur et se retrouver dans le dernier carré.

Un match à enjeu qui a vu la

désignation de deux internationaux comme deuxième assistant et quatrième arbitre. Considérés comme les deux meilleurs sifflets du pays, Soulaïmane Amaldine et Mohamed Soighir sont de nouveau choisis pour représenter l'arbitrage comorien lors de ce quart de finale de la compétition de la CAF. Ce dimanche 07 octobre, Amaldine va officier comme deuxième assistant alors que son compatriote Mohamed Soighir sera le quatrième arbitre.

Imtiyaz

La Gazette des Comores

BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse postale : _____ email : _____

Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :

3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :

Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,

Signature :

Tarifs d'abonnement

(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Annuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127



BANQUE MONDIALE
IBRD - IDA

Avis Spécifique de Passation de Marchés

APPEL D'OFFRES

(Procédure à Enveloppe Unique)

Travaux de construction de lignes d'interconnexion Moyenne Tension (MT) des centrales photovoltaïques (PV) de Domoiboini - Voidjou (Grande Comore) et de Bambao M'tsanga- Trenani (Anjouan)

Pays : Union des Comores

Projet : Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores (Projet No. P177646),

Titre du Marché : Travaux de construction de lignes d'interconnexion

Moyenne Tension (MT) des centrales photovoltaïques (PV) de Domoiboini - Voidjou (Grande Comore) et de Bambao M'tsanga- Trenani (Anjouan)

Crédit/Don No : IDA Grant No. E0490-KM, IDA Credit No. 71290-KM

Appel d'Offres No : KM-AEP SONELEC-379645-CW-RFB

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu un financement de la Banque mondiale pour couvrir les coûts du Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores (PAESC) et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce financement pour le marché des Travaux de construction de lignes d'interconnexion MT des centrales PV de Domoiboini - Voidjou (Grande Comore) et de Bambao - Trenani (Anjouan).

2. L'Agence d'Exécution du Projet (AEP) invite, par la présente, les Soumissionnaires de pays éligibles à soumettre des Offres sous pli fermé, pour la réalisation des Travaux de construction de lignes d'interconnexion Moyenne Tension (MT) des centrales photovoltaïques (PV) de Domoiboini - Voidjou (Grande Comore) et de Bambao M'tsanga-Trenani (Anjouan). Les lignes ont des longueurs respectives de 13 kilomètres en Grande

Comores et 18 kilomètres à Anjouan. Les travaux à effectuer pour la construction des deux lignes d'interconnexion forment un lot unique :

3. La passation de marchés sera soumise à la concurrence nationale en utilisant ce Dossier d'Appel d'Offres (DAO) et est ouvert à tous les Soumissionnaires de pays éligibles.

4. Les Soumissionnaires intéressés de pays éligibles peuvent obtenir des informations supplémentaires auprès de l'Agence d'Exécution, Mr Naoildine Houmadi, aep.paesc@gmail.com et examiner le Dossier d'Appel d'Offres durant les heures de bureau de 9:00 à 16:30 heures à l'adresse indiquée ci-dessous.

5. Le Dossier d'Appel d'Offres en français peut être obtenu par tous les Soumissionnaires de pays éligibles en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous. Le dossier d'appel d'offres sera adressé par courrier électronique.

Les réponses aux clarifications demandées par les soumissionnaires ne seront pas envoyées directement par courriel aux soumissionnaires. Toutes les réponses aux clarifications seront diffusées sur le lien ci-dessus du site Web de la SONELEC et les soumissionnaires sont seuls responsables de la surveillance du site Web pendant le processus d'appel d'offres pour toutes les clarifications/amendements concernant cet avis.

6. Les Offres doivent être remises au Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores à l'adresse indiquée ci-dessous **au plus tard le 02/05/2024 à 14h00**. La remise des Offres par voie électronique ne sera pas permise. Toute Offre reçue après la date limite de remise des Offres sera écartée. Les Offres seront ouvertes publiquement en présence des représentants désignés des Soumissionnaires et de toute personne qui souhaitent assister à l'ouverture des Offres à l'adresse indiquée ci-dessous : Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores, route de Salimani, Quartier Sahara, **Moroni le 02/05/2024 à 14h00**.

7. Toutes les Offres doivent être accompagnées d'« une Garantie d'Offre », pour un montant de trente mille dollars US.

8. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Agence d'Exécution du Projet (AEP)

Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores

Mr Naoildine Houmadi ; Coordonateur

Route de Salimani, Quartier Sahara, MORONI, Union des Comores

Téléphone : +269 763 1094 / 3339800

courriel : aep.paesc@gmail.com

site web de la SONELEC : www.soneleccomores.com



Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme,
Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres

Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience (P171361)



Avis Spécifique d'Appel d'Offres

(Processus d'Appel d'Offres à deux Enveloppes sans Préqualification)

Pays : UNION DES COMORES

Projet : PROJET DE RELEVEMENT POST-KENNETH ET DE RESILIENCE
Titre du Marché : TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES ZONES COTIERES POUR 4 SITES

Prêt/Crédit/Don No : Crédit : 6529-KM Don : D549-KM

Appel d'Offres No : 2024 /001/ MATUAFTT/ PRPKR /UGP

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu un financement de la Banque mondiale pour financer le coût du PROJET DE RELEVEMENT POST-KENNETH ET DE RESILIENCE et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce financement pour effectuer les paiements prévus au titre du marché de TRAVAUX D'AMENAGEMENT COTIER DU LITTORAL COMORIEN.

2. L'Unité de Gestion du Projet (UGP) invite, par la présente, les Soumissionnaires à présenter leurs Offres sous pli fermé, pour la réalisation de :

Travaux de réduction des risques d'érosion côtière et de submersion marine sur les sites de Foubouni, Djoiezi, Nioumachoua, et Ouani. Les travaux des 4 sites seront concomitants.

Foubouni (Grande Comores) :

Construction d'un perré béton incurvé, type Galveston de 392 ML

Construction d'un mur chasse-mer vertical adossé à la route de 84 ML

Réalisation de 06 passages de buses DN1000 équipés de clapet mural à battant incliné

Réalisation de 05 ouvertures franches de 1,5 m de large avec des escaliers en béton non armé pour un accès à la mer

Linéaire d'intervention total environ 500m.

Djoiezi (Mohéli) :

Secteur Nord-Ouest, environ 200 ML : mise en place de ganivelles et guidage du public, végétalisation (4700m²), création d'un cheminement piéton et accès à la plage

Secteur centre urbain : démantèlement de la digue existante, 260ML, implémentation d'enrochements de protection en talus discontinu au droit des rues, 340 ML, implémentation de 7 épis en bois en haut d'estran, espacement entre les épis : 60m

Secteur Est, 320 ML : enrochements de protection du soutènement de la route littorale

Linéaire d'intervention total environ 900m.

Nioumachoua (Mohéli) :

Suppression des éléments durs, artificiels, situés sur l'estran, environ 220 m³

Réalignement de la plage à l'aide d'un transfert mécanique de sable depuis la partie ouest vers la partie est, 26.500 m³ environ

En partie Ouest de la plage :

Restauration cordon haut de plage (burrelet de 10 m de large, 305ML)

Arrangement des ganivelles sur le cordon, 5 rangs

Végétalisation des espaces encore dépourvus, environ 3 400 m²

Création d'un espace boisé tampon d'arrière-plage, derrière le cordon

En partie Est de la plage :

Haut de plage, talus en enrochements de 4.6m de hauteur environ, 360ML

Aménagement d'épis hydrauliques de type épis SEMS sur la partie haute de l'estran, 7 épis longueur prévue 14 mètres environ

Linéaire d'intervention total environ 800ML.

Ouani (Anjouan) zone aéroport :

En extrémité de piste :

Installation d'épis en bois, longueur / espacement : 30-50m / 70m

Rechargement de l'estran en galets, extension du haut d'estran de 10m vers le large et rechargement jusque +3.0mCM (bas de la plage).

Arrangement d'un cordon de galets en haut de plage, 4m / 255m

En rive gauche du débouché du fleuve, poursuite et renforcement de re végétalisation 4700 m²

Linéaire d'intervention total environ 300ML.

Les Soumissionnaires sont informés qu'une étude complémentaire sur l'identification en approvisionnement des matériaux de confections d'épis en bois et des enrochements est en cours et le présent appel d'offre pourra faire l'objet d'un addendum dans le cas où cette dernière nécessitera un temps supplémentaire.

3. La procédure sera conduite par mise en concurrence internationale en utilisant un Appel d'Offres tel que défini dans le « Règlement de Passation de Marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteur de FPI » cinquième édition septembre 2023 (« le Règlement de Passation de Marchés »), et ouvert à tous les Soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans le Règlement de Passation de Marchés.

4. Les Soumissionnaires éligibles peuvent obtenir des informations supplémentaires auprès de Madame Kamaria Ahamada, Coordonnatrice Nationale, Unité de Gestion du Projet PRPKR, Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres et examiner le Dossier d'Appel d'Offres durant les heures de bureau de 9 :00 à 16 :00 heures à l'adresse indiquée : rpm.ugp.prpkr@gmail.com, coordinateur.ugp.prpkr@gmail.com, apm.ugp.prpkr@gmail.com

5. Le Dossier d'Appel d'offres en français peut être demandé par tout Soumissionnaire éligible intéressé en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous. Le dossier d'appel d'offres sera adressé par courriel.

6. Les Soumissions doivent être remises à l'UGP à l'adresse ci-dessous au plus tard à le 20 mai 2024 à 12h30 mn (heure locale de Moroni). L'appel d'offres par voie électronique ne sera pas permis. Toute Soumission reçue en retard sera écartée. Les enveloppes extérieures de l'Offre marquées « ORIGINAL DE L'OFFRE », et les enveloppes intérieures marquées « PARTIE TECHNIQUE » seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires et de toute personne qui souhaite assister à l'ouverture des plis à l'adresse indiquée ci-dessous, **le 20 mai 2024 à 12h30 mn (heure locale de Moroni)**. Toutes les enveloppes marquées « PARTIE FINANCIERE » demeureront non-ouvertes et seront conservées dans un lieu sûr par le Maître d'Ouvrage jusqu'à la seconde ouverture publique des Offres.

7. Les Soumissions doivent être accompagnées d'une **Garantie d'offre**, équivalent à **Trente-quatre millions (34 000 000 KMF)** de francs comoriens.

8. Les Offres doivent être accompagnées d'une Déclaration relative à l'Exploitation et aux Abus Sexuels (EAS) et/ou au Harcèlement Sexuel (HS).

9. Veuillez noter que le Règlement de Passation des Marchés exige que l'Emprunteur divulgue les informations sur les propriétaires effectifs du Soumissionnaire attributaire, dans le cadre de l'avis de Notification d'Attribution de Marché, en renseignant le Formulaire de Divulgaration des Bénéficiaires Effectifs inclus dans le dossier d'appel d'offres.

10. L'adresse auxquelles il est fait référence ci-dessus est :

Madame Kamaria Ahamada, Coordonnatrice

Unité de Gestion du Projet PRPKR

Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres,

Étage/ numéro de bureau : Ex-projet PALU, Bat. DGEAT 2ème étage

Rue : Corniche, Code postal : BP 12, Ville : Moroni

Pays : UNION des COMORES

Numéro de téléphone : +269 773 22 99

Adresse électronique : rpm.ugp.prpkr@gmail.com, coordinateur.ugp.prpkr@gmail.com, apm.ugp.prpkr@gmail.com